

LES ARMEES CONVENTIONNELLES FACE AU TERRORISME

Etude de cas historiques

**Mémoire de géopolitique
du chef d'escadron Daniel CHABBERT
dans le cadre du séminaire « Géopolitique du terrorisme »**

Directeur : François GERE

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Les armées conventionnelles face au terrorisme
2. 2007_memoire_geop_armées et terrorisme_Chabbert.doc
3. Chef d'escadron, armée de Terre, CHABBERT Daniel, France
4. 11 mars 2007
5. Division A – groupe A3
6. Mémoire de géopolitique
7. Confrontées à de nombreuses reprises au défi du terrorisme, les forces armées ont rarement obtenu de bons résultats. Ainsi, en 1957, la lutte contre le terrorisme à Alger a été efficace sur le court terme mais a mené à une campagne de presse néfaste sur le long terme. En contrepartie, l'amélioration de l'administration de la population musulmane a eu un effet plus lent mais plus durable sur la pacification de l'Algérie que les opérations militaires. L'enseignement majeur de la contre-insurrection en Malaisie de 1948 à 1960, confirmé par l'actuel conflit en Irak, est que la satisfaction des revendications et des besoins de la population est le principal facteur de la victoire contre le terrorisme. Ces cas concrets soulignent la nécessité de développer l'organisation et les méthodes du renseignement. L'effort doit aussi être fait dans la compréhension des enjeux des populations dans leur ensemble, qu'ils portent sur les règles de comportement ou sur la sécurité physique et matérielle, car la population est la clé de la réussite des opérations de stabilisation et de la lutte contre le terrorisme.
8. Terrorisme, forces armées, renseignement, population, sécurité.

Les armées conventionnelles face au terrorisme

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : EXEMPLES DE CONFLITS MARQUES PAR LE TERRORISME

Cas de la guerre d'Algérie

Cas de la Malaisie

Cas du conflit irakien

DEUXIÈME PARTIE: ENSEIGNEMENTS DE CES CONFLITS

Le renseignement

Les règles de comportement

Assurer les moyens de subsistance de la population

INTRODUCTION

Le terrorisme est une forme de guerre dirigée contre les civils et, si les forces armées peuvent y apporter une réponse, elle n'est que partielle et est un complément au renseignement de police et à la lutte antiterroriste. La frontière entre terrorisme et guérilla est parfois très floue, le terrorisme pouvant n'être qu'un mode d'action de la guérilla dans de nombreux cas. Tous deux ne sont pas des idéologies mais des techniques et sont les armes du faible contre le fort. Que le terrorisme soit associé à la guérilla ou non, dans les deux cas les armées se trouvent confrontées à un adversaire fluide, difficilement saisissable, sans front ni arrière. Dans un conflit mené par l'arme du terrorisme ou par celle de la guérilla, l'état d'esprit des militaires, ceux de l'adversaire et des opinions publiques sont déterminants pour la victoire finale.

L'action militaire face au terrorisme peut être soit issue d'un choix soit subie. Les décideurs politiques peuvent décider d'employer des forces militaires pour lutter contre le terrorisme ou des forces armées déployées dans un pays tiers pour une autre mission, de stabilisation par exemple, peuvent se trouver confrontées à ce problème en cours d'action. Dans l'une ou l'autre de ces situations, la force doit absolument éviter d'être dirigée contre les civils au risque d'être contre productive et vouée à l'échec. Les actions doivent mettre en perpétuelle insécurité les terroristes ainsi que leurs soutiens. On peut bien sûr utiliser la diplomatie mais le seul moyen de vaincre durablement le terrorisme est de faire en sorte que les terroristes soient convaincus que leur cause est perdue car leur cause est leur seul souci.¹

L'étude de cas, historiques ou actuels, montre que l'action des forces armées conventionnelles n'est pas seulement possible mais parfois souhaitable si certains écueils sont évités. La clé de la problématique repose sur la population car elle est la cible du terrorisme et la réponse de la population détermine la réussite ou l'échec.

Les guerres d'indépendance en Algérie et en Malaisie offrent des enseignements historiques sur l'emploi d'armées conventionnelles contre le terrorisme et l'actuel conflit en Irak donne un éclairage sur les contraintes rencontrées aujourd'hui et sur les possibilités de faire progresser sa stratégie contre cette menace. De ces trois conflits, des enseignements généraux peuvent être tirés dans les domaines du renseignement, des règles de comportement des militaires, et de la sécurité physique et matérielle que les armées doivent apporter à la population.

¹ CARR Caleb, *The lessons of terror*, New York; Random House Trade Paperback, 2003

PREMIÈRE PARTIE : EXEMPLES DE CONFLITS IMPLIQUANT DES ACTIONS TERRORISTES

L'étude de cas historiques est riche d'enseignements et illustre la place que peuvent prendre les forces armées dans la lutte contre le terrorisme. Elle permet d'observer un certain nombre d'erreurs à ne pas commettre et ainsi que des méthodes encore utilisables de nos jours. Les exemples les plus anciens sont certes à relativiser car le contexte a beaucoup évolué depuis. Pourtant les écrits des colonel Trinquier et Galula² sont remis au goût du jour par les Américains en Irak ce qui prouve l'importance de ne pas oublier les leçons du passé. La guerre d'Algérie a le mérite de mettre en avant l'expérience française dans le domaine de la lutte contre le terrorisme tandis que le cas malaisien est celui d'une guerre anti-insurrectionnelle ayant réussi et le conflit irakien éclaire sur le contexte actuel.

1.1. Cas de la guerre d'Algérie

Le terreau sur lequel l'insurrection va se développer repose sur des revendications initiales élémentaires de la population musulmane que sont l'égalité et la dignité. En outre, la forte augmentation de la population musulmane, passée de 3 millions en 1930 à 9 millions en 1945, a été mal prise en compte par l'administration française.

Après la révolte de Sétif matée dans le sang, rien n'est malheureusement changé en Algérie. L'effort de l'après guerre est fait sur la France métropolitaine et on oublie l'Algérie. Cette négligence ouvre la voie à l'action violente qui se développe dans le bled mais aussi à Alger sous forme d'attaques terroristes. *Parfois, dans les pays où coexistent des communautés différenciées, le terrorisme indiscriminé – particulièrement cruel – a pour objectif d'établir une coupure radicale entre groupes ethniques.*³ C'est la stratégie adoptée par le Front de Libération Nationale (FLN).

1.1.1. les batailles d'Alger

1.1.1.1. L'action immédiate en force

Le 24 décembre 1956, la 10^{ème} division parachutiste rentre d'Egypte suite à l'opération de Suez et reçoit pour mission d'éliminer l'organisation rebelle d'Alger. Auparavant la lutte était inefficace faute de renseignement et des opérations de ratissage inutiles étaient menées. Le théâtre des opérations est complexe car la Casbah regroupe plus de cent mille musulmans entassés sur moins de cinquante hectares couverts de bâtisses imbriquées les unes dans les autres, correspondant

² Colonel TRINQUIER, La guerre moderne, 1962 et Colonel GALULA, la guerre anti-insurrectionnelle, théorie et pratique, 1964.

³ CHALIAND Gérard, *Terrorismes et guérillas*, Paris, Flammarion, 1985

par des souterrains ou des passages secrets, et regorgeant d'abris soigneusement camouflés. Les rues n'ont pas de noms et les maisons n'y sont pas numérotées.

Pour accroître la difficulté, la police judiciaire, la direction de la surveillance du territoire et les renseignements généraux refusaient de travailler ensemble et avaient chacun leurs fichiers et leurs méthodes. Or le recoupement et la circulation de l'information entre les services luttant contre le terrorisme est nécessaire à son efficacité. Finalement, l'indispensable unité d'action s'est réalisée par 10^{ème} DP interposée et le commandant Aussaresses réalisait la liaison entre les différents services de police et l'état-major du général Massu. Ce préalable fut la clé de la réussite des opérations de capture des suspects.

Une grève générale est annoncée pour le 28 janvier 1957 par des tracts de Ben M'Hidi. Cette annonce amène la décision de déclencher le plan « Champagne » qui consiste à arrêter tous les suspects figurant sur les listes des différents services. 1500 arrestations ont lieu.

Par conviction ou par peur des représailles, la grève est suivie mais l'armée remplace les bus par des camions et réquisitionne les ouvriers. Les grilles de certaines boutiques sont arrachées pour obliger leur ouverture, ce qui incite les autres à ouvrir spontanément, les propriétaires pouvant dire au FLN qu'ils ont été forcés d'ouvrir par les parachutistes. Le 29 janvier, l'armée se contente de se montrer et le travail se poursuit. La lutte contre la grève a été efficace.

Mi février, Bouhired, qui est au cœur d'un réseau de poseurs de bombes, est arrêté mais il ne parle qu'au bout de huit jours. Entre temps, les caches ont été changées. Apparaît alors la nécessité de faire parler les suspects dès le premier jour. Ce résultat sera parfois obtenu par la torture ce qui aura des conséquences néfastes sur le long terme dans le soutien de la population française en métropole. Comme le général Massu l'a reconnu lui-même, les parachutistes ont fait des perquisitions sans mandat et procédé à des arrestations de nuit, et ont parfois fait justice eux même.

En revanche, le résultat comptable immédiat est très bon. Par exemple, de janvier à mars 1957, le 3^{ème} régiment de parachutistes coloniaux a arrêté 343 combattants FLN, 197 ALN (armée de libération nationale) et 70 tueurs, a saisi 97 bombes, 80 kilogrammes d'explosifs, 119 grenades et 1550 détonateurs et allumeurs⁴. Sur les 70 tueurs, quelques uns sont livrés à la justice et d'autres disparaissent. Comme les musulmans voient que les parachutistes ne laissent pas les tueurs repartir, ils se mettent à parler.

En mars 1957, les principaux caïds du FLN ont fui Alger mais des cadres sont restés pour recréer le réseau au moment où le contrôle se desserrerait.

A ce moment, une campagne de presse est lancée en métropole pour dénoncer la torture. Un texte du colonel Godard expose cette campagne de presse et l'amertume ressentie sur le terrain (cf. annexe 1).

⁴ Henri Le Mire, *Histoire militaire de la guerre d'Algérie*, Albin Michel 1982, Page 114

Yacef Saadi et une petite partie de son équipe de poseurs de bombes est toujours caché dans la Casbah. Le terrain a été pris mais n'est pas entièrement contrôlé. Pourtant, la 10^{ème} DP évacue Alger et n'y laisse qu'un régiment. En effet, la situation a été stabilisée à Alger et il faut basculer l'effort sur le reste du secteur. Il ne reste plus sur Alger qu'environ six mille hommes qui sont mobilisés sur des missions diverses et ne peuvent plus mener d'opération d'envergure.

1.1.1.2. L'îlotage et l'action dans la durée

Après la fin de la première bataille d'Alger, il ne reste plus que le 2^{ème} régiment de parachutistes coloniaux à Alger. Le général Massu confie au colonel Trinquier la mission d'organiser la population. Ce dernier fait participer la population à sa protection comme cela a été commencé dans le bled avec l'organisation de milices d'autodéfense. Trinquier organise le découpage de la ville en quartiers, les quartiers en îlots, les îlots en groupes de maisons, chaque niveau ayant son chef dont la mission essentielle est de transmettre le renseignement. Le DPU (détachement de protection urbaine) prend forme. Chaque unité d'habitation fait l'objet d'une fiche. Le chef de famille doit justifier la présence d'individus non fichés et l'absence d'individus fichés. La population est devenue « commandable ».

Le 03 juin 1957, 3 explosions à Alger signent la reprise des attentats. Les commandements civil et militaire se rendent alors compte de la nécessité de concentrer la responsabilité de la lutte sur une seule tête. Une réunion des responsables de la justice, de l'administration, de la police, de la direction de la surveillance du territoire et de la gendarmerie renforce les pouvoirs du général Massu. Les fichiers sont alors échangés entre les officiers de renseignement, et une lutte est menée contre les bavures. En cas de flagrant délit, le terroriste se voit proposer une alternative entre être fusillé dans les 24 heures ou parler.

Pour lutter contre les réseaux en les infiltrant, le Capitaine Léger monte une équipe constituée de rebelles arrêtés et retournés. Ils sont vêtus de bleus de chauffe et y gagneront leur surnom. L'équipe des bleus de chauffe permet, en remontant les réseaux de courriers, d'arrêter Yacef Saadi ainsi que des cadres politiques dont Hamida Abderrhamane.

Intelligemment distillée par le Capitaine Léger et ses bleus de chauffe, la « bleuite » s'installe. En laissant fonctionner les boîtes aux lettres essentielles, le colonel Godard se fait passer pour Ghandriche et entretient un échange avec le poste de commandement de la zone 1 Wilaya III (Kabylie ouest). Ce dernier habilite même Ghandriche/Godard à représenter le FLN/ALN dans la zone d'Alger ! Dans la nuit du 21 au 22 janvier 1958, « Ghandriche » se rend au PC de zone 1. Le Lieutenant Kamal est absent mais deux chargés de liaison, Hocine et Ahmed Sabri, sont arrêtés en même temps que sont saisis des armes, des documents et des explosifs. Sabri comprend, en voyant que Hani (chef de la branche politique de la zone d'Alger) a été retourné, qu'il a le choix entre parler ou disparaître. Il livre la nouvelle équipe de la zone d'Alger qui avait été créée car l'équipe Gandriche était jugée trop molle, et pour cause.

Entre temps, le capitaine Léger relâche une prisonnière, Roza, après lui avoir laissé voir sur son bureau, en s'absentant de la pièce, une fausse lettre faisant croire que Kamal est lié à Léger. Elle n'est pas crue et torturée par un FLN devenant de plus en plus suspicieux. Un autre prisonnier, Kaddour, est relâché et retourne au bled mais ses révélations ne sont pas crues non plus. Il est torturé et exécuté le 12 juin 1958. Des milliers d'hommes et de femmes subissent le même sort dans la psychose. Les wilayas III et IV sont décimées par la bleuite.

La bleuite prolifère et gagne même les dirigeants de la rébellion à l'étranger grâce à un climat de rivalité de personnes, d'ambitions et de vanités. La deuxième bataille d'Alger prend fin faute de combattants.

1.1.2. les forces armées dans l'administration des populations

1.1.2.1. Les Sections Administratives Spéciales

En 1955, les SAS sont créées par Soustelle. Cette décision fait suite aux massacres d'européens à Philippeville en août 1955. En parallèle 57 000 hommes du contingent sont envoyés en Algérie. La SAS dispose de l'autorité civile mais est autonome et est commandée par un officier au contact de la population. L'Armée calque sa hiérarchie sur la hiérarchie civile et adopte le même découpage.

La SAS était installée dans les douars avec la population et non dans des postes militaires sur des positions dominantes. Le travail consistait à faire réaliser par la population des travaux utiles à la communauté et à les rétribuer. Distribuer l'argent aurait été assimilé à de l'aumône et n'aurait pas eu le même effet valorisant.

La construction d'écoles avait souvent la priorité et les soldats se trouvaient transformés en instituteurs. En quelques mois, les effectifs scolarisés ont été multipliés par 10 ou 100 et des adultes demandaient aussi à apprendre à lire et à écrire.

En 1956, une montée en puissance est effectuée. Des armes sont distribuées et des harkas sont constituées car on a compris que l'Algérie ne pouvait être pacifiée que par les musulmans. Les SAS réalisaient des patrouilles de nuit pour que la nuit n'appartienne pas au FLN, car le FLN agissait surtout de nuit : déplacements, « justice », perception de l'impôt. Le chef SAS sortait avec son maghzen (unité composée de combattants locaux).

Des moyens de génie lourds sont aussi employés qui auront le double objectif de rendre la manœuvre possible par la création d'itinéraires et de favoriser le développement économique.

L'aide médicale gratuite avait aussi une grande importance. Dans les années précédant le conflit, la population musulmane avait augmenté plus vite que le nombre de médecins. Le développement des voies de communications et l'arrivée des SAS ont permis de mettre en place une aide médicale gratuite. Cette aide prouvait que les bonnes intentions proclamées par la France n'étaient pas de vains mots.

Le succès des SAS est parfois réduit par la lourdeur administrative qui réduit le temps consacré au terrain par les officiers. Cependant, il est garanti par la motivation de la plupart de ses

officiers dont les deux tiers étaient des réservistes qui avaient l'avantage d'avoir un état d'esprit plus indépendant et anticonformiste.

Les quartiers indigènes des grandes villes souffraient de la même sous-administration que le bled. En 1957 sont créés deux SAU sections administratives urbaines dans la Casbah d'Alger. D'autres sont créées à Mahieddine, Belcourt, Clos-Salembier et d'autres quartiers musulmans.

1.1.2.2. Le regroupement de population

En 1955, les préfets, en tant que responsables du maintien de l'ordre, décident de procéder au regroupement de population. Ces regroupements ont l'abord lieu dans les Aurès puis s'étendent spontanément dans l'Ouarsenis puis, progressivement, dans toute l'Algérie.

Dans la réalisation de la stratégie de regroupement, des résultats très variables ont été obtenus sur le terrain en fonction du degré d'implication des responsables et de leur intelligence de situation. De nombreux cas furent des réussites, pour lesquelles la population, subissant les sévices du FLN, consentit souvent à déménager avec l'aide et la protection de la troupe. Or il n'existe pas de bon regroupement s'il n'est pas volontaire. De même, les indigènes qui reconstruisaient leurs maisons eux-mêmes étaient plus fiers de leurs logements que quand on les leur avait donné. Par contre, il y eut des regroupements ratés faits par des chefs moins motivés, des immenses regroupements avec des milliers d'hommes entassés derrière des barbelés, et des nomades immobilisés.

L'organisation de ces villages se passait en trois stades. Le premier consistait à recenser, numéroter les maisons et faire l'inventaire des grandes familles. Cette étape était cruciale car elle correspondait à la prise en compte de l'organisation sociale élémentaire de la population et était un facteur de succès de l'opération. Le deuxième stade voyait la mise en place d'un conseil de village et d'une assemblée de notables, la djemma. Le troisième stade permettait l'organisation d'une autodéfense.

Parallèlement, des zones interdites ont été créées. Elles furent supprimées par le général Challe en 1956 mais il conserva les regroupements qui coupaient le FLN de la population avec, comme effet, le tarissement de l'impôt et du ravitaillement des wilayas.

Malgré une campagne de dénigrement des regroupements en métropole, le haut commissaire à Alger, M. Delouvrier lança un plan 1000 villages car il avait constaté l'efficacité du dispositif contre le FLN et a aussi constaté qu'ajouté aux SAS il réduisait la pauvreté et l'exode rural.

1.1.2.3. La cohérence de l'effort

1957 est une année charnière dans le conflit algérien avec la mise en place effective des SAS. Avec la fermeture des frontières en 1958, la victoire militaire se dessinait mais, dans le même temps, la lutte contre le FLN en métropole était mal contrôlée. Le FLN réussissait à

organiser la population musulmane en France et à la rançonner au point d'en faire son principal financement. Le FLN, affaibli en Algérie, joua sur la scène internationale et sur la métropole après l'arrivée du général de Gaulle grâce au développement chez les politiques et le public d'une lassitude et d'un sentiment de culpabilité, mettant la France en position d'accusée vis-à-vis de la communauté internationale.

La conduite de la lutte contre l'insurrection en Algérie montre que l'action militaire n'est que le prolongement de la volonté politique et qu'elle doit être dirigée sur le long terme en faisant attention aux retombées médiatiques. Une crise de confiance s'est développée entre armée et gouvernement, et les pouvoirs civils sont retirés à l'armée et donnés à des préfets arrivant de métropole et ignorant les problèmes des Algériens. Les unités territoriales sont dissoutes le 1^{er} juillet 1960, retirant à l'armée ses moyens d'action.

La cohérence du renseignement et de la lutte contre les réseaux terroristes qui se faisait par les militaires a cessé d'exister lorsque l'armée s'est vu retirer ses pouvoirs civils. Le contrôle de la population dans les grands centres urbains, de structuration et de lutte antiterroriste n'existait plus vraiment. La paix relative qui avait été obtenue en ville avait permis de faire effort sur la lutte aux frontières et sur les grandes opérations. Cependant, battus sur le terrain, les rebelles ont repris le terrorisme et la lutte est revenue en ville mais les fichiers étaient alors périmés.

Ainsi, si l'armée peut être impliquée dans la lutte contre le terrorisme et obtenir des résultats positifs, il est indispensable que ce rôle soit tenu dans le cadre d'une politique d'ensemble cohérente, résolue et durable.

1.2. Cas de la Malaisie 1948-1960

Le cas de la Malaisie est souvent présenté comme un exemple d'une contre insurrection qui a réussi. Dans de nombreux cas, les méthodes employées ont été copiées sur d'autres théâtres pour faire face à la guérilla et au terrorisme. Cependant, cette utilisation de méthodes ayant fait leurs preuves n'a pas toujours été couronnée de succès. La raison principale est que l'enseignement principal à retirer de cette expérience relève davantage de l'état d'esprit et de l'intelligence de situation que de recettes applicables en toutes circonstances.

Sir Robert Thompson, haut fonctionnaire britannique en Malaisie et ancien membre de la guérilla antijaponaise en Birmanie, qui a conçu les opérations anti-insurrectionnelles qui y ont réussi dans les années 1950, indiquait que « c'est une approche méthodique et une pression constante qui progressivement déferont les insurgés ».

1.2.1. Origines du conflit

L'insurrection était issue de l'occupation de la Malaisie par les Japonais pendant la seconde guerre mondiale et de la résistance communiste contre cette occupation. La colonisation de la Malaisie remontait aux traités de protection de 1874. Ce pays était important pour le Commonwealth car il était une des rares colonies qui rapportait plus qu'elle ne coûtait grâce à ses

ressources en étain et en caoutchouc. Le contexte général était marqué par une division ethnique entre Malais, Indiens et Chinois.

Bien que les Britanniques aient initialement légalisé les activités du PCM, parti communiste malaisien, les communistes ont rejeté en 1947 la proposition d'établir une Fédération Malaisienne. Lorsque tous les Etats malaisiens, sauf Singapour, ont rejoint cette fédération en 1948, les communistes ont accusé les Britanniques de vouloir les exclure du pouvoir en manipulant le processus d'accession à l'indépendance. Le chef du PCM, Chin Peng, a appelé à une révolte armée immédiate. L'insurrection commença par le meurtre de trois planteurs de caoutchouc britanniques à Sungai Siput, Perak, en juin 1948. L'état d'urgence fût déclaré deux jours plus tard. Les partis de gauche, dont le PCM, furent mis hors-la-loi. La police fut autorisée à emprisonner sans procès les communistes et ceux soupçonnés de les soutenir.

Le PCM se retira dans les zones rurales et forma l'armée de libération nationale Malaise (ALNM). Cette force d'environ 8 000 hommes s'en prit de façon indiscriminée aux civils pour réduire les capacités de maintien de l'ordre des autorités. Elle s'en prit plus particulièrement aux intérêts britanniques constitués par les mines d'étain et les plantations de caoutchouc.

La première réponse au mouvement insurrectionnel du parti communiste malaisien a été militaire et considérée comme un échec. Elle a été suivie par l'établissement de l'état d'urgence (Malayan Emergency) et non par l'état de guerre sous la pression des industriels de l'étain et du caoutchouc car leurs pertes n'auraient pas été couvertes par les assureurs de la Lloyd's dans ce cas.

Après des revers initiaux, les Britanniques ont adapté leur réponse avec un vaste panel d'actions civilo-militaires dont le plan Briggs. La réponse militaire a été liée à celle de la police et à des actions de propagande.

1.2.2. constitution de villages protégés

Les forces britanniques étaient trop faibles pour faire face à l'ALNM qui utilisait les tactiques classiques de la guérilla sous forme d'escarmouches (hit and run) et profitait de sa connaissance du terrain. Composées initialement de 13 bataillons, ces forces furent renforcées mais les possibilités de renforcement furent limitées par la guerre de Corée.

Le soutien de l'ALNM provenait de la population d'ethnie Chinoise forte d'environ 500 000 personnes à cette époque. En revanche, le soutien de la population d'ethnie malaise était beaucoup plus faible. L'ALNM obtenait le soutien des Chinois car ils ne disposaient pas du droit de vote, n'avaient pas véritablement droit de propriété et étaient généralement pauvres. La plupart des insurgés étaient chinois même si certains membres étaient Malais, Indiens et Indonésiens.

Les troupes britanniques étant insuffisantes pour éliminer l'ALNM, le plan Briggs fut mis en place le 1^{er} juin 1950. Le Général Briggs avait commandé la 5^{ème} Division Indienne en Birmanie de 1942 à 1945 et avait l'expérience de la guerre en jungle et de l'insurrection communiste. Le plan était simple et l'objectif était d'isoler l'ALNM de son soutien par la population chinoise et de la forcer à combattre en terrain découvert. Le pays devait être nettoyé du

sud au nord de façon méthodique. Les caractéristiques principales du plan étaient une administration civile renforcée, la coordination entre la police et les forces armées à tous les niveaux, et l'installation de la population chinoise dans des villages protégés. L'armée devait nettoyer chaque zone puis la donner en compte à la police car des troupes contrôlant des villages ne peuvent pas gagner les cœurs et les esprits comme peut le faire une autorité locale.

La population chinoise vivant en jungle, où elle subissait les intimidations de l'ALNM, fut regroupée de force dans ces villages partiellement fortifiés et surveillés en permanence par des gardes armés. Chaque village était gardé par une force de « Special Constable » jusqu'à ce qu'il dispose de sa propre « Home Guard ».

Ces déplacements de population furent massifs et concernèrent plus de 400 000 personnes. La population marquait initialement un ressentiment certain mais fut ensuite satisfaite des meilleures conditions de vie de ces villages. La population recevait de l'argent et obtenait la propriété des terres qu'elle exploitait.

Cette technique d'isoler la guérilla de la population susceptible de la soutenir avait déjà été expérimentée pendant la seconde guerre des Boers de 1899 à 1902.

En 1951, quelques unités de l'armée de terre britannique commencèrent une campagne destinée à gagner les cœurs et les esprits en distribuant de l'aide médicale et de la nourriture aux populations malaisiennes et aux tribus indigènes Sakai. Simultanément, elles accroissaient la pression sur l'armée de libération nationale malaisienne en patrouillant dans la jungle.

Des unités comme le Special Air Service, les Royal Marines et la Brigade Gurkha repoussaient la guérilla plus profondément dans la jungle et la coupait de ses ressources. L'ALNM dut prendre du ravitaillement en nourriture de force auprès de la population Sakai et en gagna l'animosité. Les Britanniques menèrent les opérations comme leurs adversaires, avec des ressources limitées et en s'adaptant aux conditions de vie et de combat dans la jungle profonde. Tout en menant les opérations de pacification, ils dépassèrent leurs adversaires à leur propre jeu : vie en forêt, patrouilles et embuscades.

1.2.3. Satisfactions des revendications de la population

Pendant les trois premières années du conflit, jusqu'en 1951, les Britanniques ont essentiellement donné des coups d'épée dans l'eau. Ils se sont lancés dans de grandes opérations de nettoyage destinées à détruire les insurgés et à les isoler des habitants par le concept de hameaux stratégiques.

Pendant cette période, les Britanniques n'ont pas réussi à infliger de pertes significatives aux insurgés et se sont aliéné une partie de la population par des destructions parfois indiscriminées et en tuant des civils. En fait, les insurgés gagnaient en force et étendaient leur emprise sur la population de sorte que les efforts de contre insurrection étaient sur le point d'échouer.

Le tournant vint en 1952 lorsque les Britanniques comprirent que la clé de la stratégie de contre insurrection reposait sur l'obtention de l'aide de la population. De fait, les Britanniques placèrent l'avenir de la Malaisie entre les mains des Malaisiens, s'assurant que les groupes ethniques principaux étaient inclus dans le processus. Les Britanniques ont donné autorité aux forces de police indigène (bien que sous contrôle d'un commissionnaire britannique) avec les forces armées en soutien. Ils ont simultanément lancé une campagne de propagande sophistiquée visant à expliquer leur politique à la population et à miner la volonté des insurgés.

Après l'assassinat de son prédécesseur Sir Henry Gurney le 07 octobre 1951, le Général Sir Gerald Templer a été nommé Haut Commissaire chargé des opérations militaires et de police. Il prit des mesures immédiates pour donner le droit de vote aux Chinois, pour assurer la mise en oeuvre du plan Briggs et pour accélérer la mise sur pied de l'armée malaise.

Parallèlement, l'armée essayait de gagner, ou de neutraliser, la population en introduisant des réformes. Les actions politiques étaient précédées par des opérations militaires destinées à la fois à évincer les insurgés de la région et à démontrer la puissance de l'armée et sa volonté d'occuper le terrain de façon permanente.

Les tâches les plus importantes consistaient à :

- obtenir du renseignement
- harceler l'adversaire dès qu'il était localisable
- briser ou réduire sa logistique
- contrôler la population et lui créer des conditions viables
- détruire autant que faire se peut l'infrastructure politique clandestine de l'organisation
- concentrer suffisamment de forces pour détruire le gros des forces ennemies
- jouer de toutes les divisions possibles, y compris au sein du mouvement insurrectionnel.

La politique visant à donner l'indépendance fut clairement affichée afin de rallier la population au gouvernement. La population y fut préparée puis l'indépendance fut accordée le 31 août 1957. Le gouvernement fut formé par Tunku Abdul Rahman. Avec cette accession à l'indépendance, le parti communiste perdait sa principale revendication et la légitimité de son combat.

La propagande couvrait plusieurs domaines : gestion de l'information, des films, distribution de tracts, diffusion radio (à partir d'avions) à destination des Chinois. Un journal spécifique, *Path News*, était diffusé. Le message insistait sur le souci que la Grande-Bretagne avait pour la Malaisie.

La propagande était orientée à la fois vers les villageois et vers les insurgés. Un effort particulier était fait envers la guérilla avec des diffusions par haut parleurs montés sur des avions, des déserteurs étaient mis à contribution pour faire passer le message sur le confort de la vie en dehors de la jungle, sur le fait que les déserteurs étaient bien traités par le gouvernement.

La propagande et la guerre politique étaient couplées avec les réformes économiques, sociales et politiques qui ont accru la confiance de la population dans le gouvernement. La propagande et les mesures de sécurité étaient conçues autour des besoins de la population. Ainsi, les gouvernements Britannique et Malais ont réussi à en gagner le contrôle.

En 1958, après la reddition du dernier grand groupe d'insurgés dans la région des marais de Telok Anson, il ne restait plus que des reliquats d'une force de guérilla qui avait été particulièrement puissante (cf. bilan de la contre insurrection en annexe 2). Ces éléments étaient surtout réfugiés dans des régions isolées près de la frontière thaïlandaise. Le 31 juillet 1960, l'état d'urgence fut levé par le gouvernement malaisien.

En septembre 1963, la Fédération Malaisienne (Federation of Malaya) gagnait une existence effective sous la forme de la Fédération de Malaisie (Federation of Malaysia), de l'Etat de Singapour et des colonies de Bornéo Nord (aujourd'hui Sabah) et Sarawak. En août 1965, Singapour faisait sécession par accord mutuel et devenait un Etat indépendant.

1.2.4. Limites de l'exemple malaisien

1.2.4.1. absence de pression médiatique

Le cas de cette contre insurrection est cité comme ayant fonctionné mais certains comportements particulièrement violents, s'ils étaient reproduits de nos jours, pourraient ruiner le succès de cette opération.

Les événements de Batang Kali en décembre 1948 sont parfois cités comme des preuves des fautes de comportement des Britanniques. Des survivants racontent que les soldats britanniques ont mis à l'écart des dizaines de civils chinois en les accusant d'approvisionner les communistes en nourriture. Les femmes ont été embarquées dans des camions et éloignées non sans qu'elles aient eu le temps de voir que les soldats exécutaient une vingtaine d'hommes. Lorsqu'elles sont revenues sur les lieux elles ont trouvé des corps mutilés et le village avait été réduit en cendres.

D'autres témoignages affirment que les corps des combattants de l'ALNM étaient couramment exposés et que la décapitation était pratiquée. Une photographie d'un commando Marine tenant les têtes décapitées de deux insurgés a causé un vif émoi au printemps 1952⁵. Un événement similaire aurait probablement aujourd'hui un retentissement planétaire et ses conséquences seraient beaucoup plus difficiles à gérer qu'à cette époque.

La police malaisienne mise en place par l'administration britannique a pu aussi commettre quelques excès dans la façon de traiter les personnes soupçonnées de soutenir l'insurrection communiste. Les arrestations et la détention étaient facilitées par les mesures liées à l'état d'urgence qui établissaient le couvre-feu, permettaient l'arrestation et la détention sans

⁵ <http://www.malaysia-today.net/Blog-e/2005/12/why-malaya-is-no-model-for-iraq.htm>

procès. Utilisées avec détermination, elles ont abouti à la détention d'environ 34 000 personnes dans un grand nombre de camps.

Il y a certainement eu des fautes de comportement mais la politique générale était bonne et a fonctionné. Toutefois, dans le contexte médiatique actuel, des débordements similaires à ceux qui ont pu avoir lieu auraient des conséquences nuisibles pour l'adhésion de la population locale et le soutien de la métropole.

1.2.4.2. Le système des villages protégés ne se prête pas à tous les pays

Le modèle de regroupement de population peut se révéler efficace mais ne sera pas une réponse pertinente dans tous les cas de lutte contre une insurrection ou un mouvement terroriste. Le modèle ne peut pas fonctionner dans le cas d'une population fortement urbanisée ou dans le cas où le terrorisme a ses soutiens en zone urbaine et non rurale. Même dans le cas d'un pays à forte population rurale, le modèle peut ne pas fonctionner.

Comme le souligne Gérard CHALIAND ⁶ *si l'Etat estime qu'il ne peut gagner le soutien de la population – encore qu'il soit toujours possible d'avoir le soutien d'une partie de celle-ci, pour des raisons ethniques, religieuses ou sociales -, il peut utiliser d'autres méthodes. Le regroupement forcé en zone rurale, processus délicat mais qui a fait ses preuves, dans le succès comme dans l'échec : bons en Malaisie, mauvais au Vietnam, bons en Guinée-Bissau, etc. Tout dépend de l'organisation du regroupement, du savoir-faire de ceux qui le mettent en place – c'est un dur choc pour une population de quitter son village. Psychologiquement, le nouveau hameau devrait offrir la sécurité et, matériellement, un mieux-être sensible. Leur constitution tardive, si l'adversaire y a déjà structuré son organisation politique clandestine, n'a plus de sens (Sud-Vietnam). Souvent, si la population est nombreuse, ces regroupements ressemblent surtout à de vastes camps d'internement avec distribution de soupe populaire et de médicaments.*

1.3. Cas du conflit Irakien

Le cas du conflit Irakien est toujours d'actualité et aucun recul ne permet de juger du succès ou de l'échec final de la lutte contre les groupes terroristes et pour le maintien de l'unité nationale. Cependant, certains enseignements peuvent d'ores et déjà être tirés. Ils portent essentiellement sur la relation entre l'administration provisoire et la population irakienne mais aussi sur celle entre l'armée américaine et cette même population. Cette guerre rappelle que la population est la clé de la réussite ou de l'échec de la lutte contre le terrorisme.

1.3.1. Dissolution des outils de maintien de l'ordre de l'ancien régime

Après la rapide victoire militaire contre les troupes de Saddam Hussein, la dissolution par l'administration provisoire de Paul Bremer de l'armée et de la police irakiennes a réduit des

⁶ CHALIAND Gérard, *Terrorismes et guérillas*, Paris, Flammarion, 1985.

dizaines de milliers d'hommes à l'inactivité. Les anciens cadres baasistes ont presque été contraints à créer les premiers mouvements de résistance.

Alors que la coalition instituait un programme pour les anciens membres des forces armées et recrutait d'anciens officiers « propres » dans les forces de sécurité et les ministères, l'effort de réintégration d'anciens combattants était insuffisant pour empêcher certains anciens soldats de rejoindre l'insurrection.⁷

La lenteur de la reconstruction de l'économie a facilité le phénomène, le chômage et la pauvreté favorisant le recrutement de l'insurrection. En effet, il existe, comme pour la participation aux manifestations de l'ancien régime, un système de tarification des actes terroristes.

L'Irak est un pays de milices. Chaque grande famille, chaque tribu, chaque parti politique dispose pratiquement de la sienne. La guerre permanente n'y est cependant pas l'état normal grâce à un réseau modérateur de liens qui ressemble par de nombreux aspects à la société féodale occidentale. Pour fédérer ces clans il est nécessaire d'avoir un leader charismatique, un Etat puissant, des valeurs transcendantes mais aussi, plus prosaïquement, une distribution de rentes et de pouvoirs. L'effondrement du régime baasiste et la dissolution hâtive de ses organes de sécurité en échange d'un espoir de démocratie ont détruit ce ciment et placé ces milices aux intérêts divergents directement face à l'armée de la coalition. Nombre de ces groupes politiques, tribaux, religieux – ces critères se recouvrant de multiples façons – y trouvent pour l'instant leur compte, en particulier au Kurdistan, mais la plupart sont frustrés (les Sunnites ont perdu leur rente, les Chiïtes n'ont encore rien gagné, les Turcomans sont ignorés).

*Sur ce tissu guerrier se superpose un sédiment culturel renforcé par la libération de dizaines de milliers de prisonniers de droit commun juste avant la chute de Saddam Hussein et le vide sécuritaire des premiers mois.*⁸

Facteur aggravant de la situation sécuritaire, les troupes américaines ont reçu initialement l'ordre de ne pas intervenir dans le maintien de l'ordre. Ce n'est que quand la situation s'est vraiment dégradée et que les insurgés s'en sont pris à eux qu'ils ont pris en compte le problème de sécurité. Cependant, la préparation de cette mission n'avait pas été effectuée. En faisant irruption brutalement dans les maisons ils se sont aliénés encore plus la population.

Aux activités criminelles liées aux différentes factions et à leurs groupes terroristes, s'ajoute la criminalité organisée liée aux dizaines de milliers de prisonniers de droit commun récemment libérés. Il est difficile de faire la part entre les organisations criminelles et les organisations qui ont un objectif politique. Les liens sont en outre nombreux entre les deux, les premières sous-traitant des actes violents (enlèvements, meurtres, etc.) pour les secondes.

⁷ http://www.rand.org/pubs/research_briefs/RB9134/index1.html

⁸ *Les armées du chaos*, Cahiers de la recherche doctrinale, DREX, 2004

La population, elle, réagit en fonction de ses allégeances mais espère surtout un peu de sécurité après des années de privations. Ainsi, l'attitude envers la coalition varie d'un soutien massif chez les Kurdes à une hostilité plus ou moins forte. Ce comportement vérifie l'analyse suivante : *Malgré l'absence d'initiative, l'Etat, au début, a nombre d'avantages : armée, police, administration, aide extérieure, ressources financières, contrôle de l'information. Et par-dessus tout, il bénéficie presque toujours de la passivité de la majorité de la population.*⁹

Or, en supprimant les structures du pays, les Etats-Unis se sont privés d'une partie de cet avantage initial. De plus, en privant la communauté sunnite de ses privilèges, l'administration Bremer a favorisé la création des premiers mouvements insurrectionnels.

1.3.2. compréhension du problème

1.3.2.1. Compréhension initiale de l'adversaire

La phase de stabilisation qui a suivi les combats contre l'armée de Saddam Hussein a été très peu planifiée et a été abordée en conduite par des troupes structurées pour le combat classique et non pour la contre insurrection. Cette orientation était logique car les Américains pensaient que les Irakiens aspiraient aux libertés individuelles et n'ont pas anticipé le besoin en sécurité. Le bon accueil reçu initialement les a confortés dans l'idée que le renversement de Saddam Hussein était l'aspiration principale de la population. En fait, les Irakiens attendaient un minimum de sécurité physique et de bien être matériel après des années d'embargo et s'attendaient à ce que cette sécurité soit assurée par l'Etat ou, à défaut, par la coalition.

Limitées dans l'espace au « triangle sunnite », les premières attaques terroristes ont été vues comme la fin de la résistance de l'ancien régime. Bien que limitée dans l'espace, cette guérilla a bénéficié de plusieurs semaines pour s'organiser, du fait de l'insuffisance des moyens terrestres de la coalition et du fait que cette dernière n'ait pas perçu la menace. La surprise fut donc grande lorsque les attaques de la guérilla se sont multipliées d'un seul coup à la fin du mois de mai 2003.

Ces premières attaques sont en fait de simples accrochages ou «micro batailles» survenant uniquement dans les villes ou sur les axes les reliant. Il s'agit d'agressions directes sur les forces de la Coalition, américaines dans l'immense majorité des cas, présentes dans le rayon d'action des cellules (convois, sites protégés, patrouilles). Des petites équipes de cinq à vingt combattants, au maximum, à l'abri de bâtiments ou de la foule, lancent quelques rafales et roquettes de RPG7 puis disparaissent. Le but de ces attaques n'est pas, bien sûr, de détruire l'armée américaine mais d'accumuler des «victoires». Avec un rapport de forces aussi défavorable, une attitude héroïque (même fatale) est déjà considérée comme une victoire morale qui ajoute du crédit à la résistance et une perte ennemie (cela survient seulement toutes les cinq ou six attaques) est une grande victoire. La multiplication des agressions finit par élever les pertes

⁹ CHALIAND Gérard, *Terrorismes et guérillas*, Paris, Flammarion, 1985.

*américaines à un taux de 30 à 40 morts par mois. Inversement, les ripostes sont meurtrières mais souvent disproportionnées, elles frappent et exaspèrent la population environnante.*¹⁰

La manœuvre menée par l'insurrection sunnite est une « manœuvre immobile ». Les cellules sont généralement liées à une localité mais les méthodes et les structures évoluent sans cesse. C'est une organisation en réseau qui met en jeu de petits groupes qui communiquent, se coordonnent et conduisent leurs opérations de façon interconnectée, sans qu'il existe de structure centrale de commandement.

L'armée américaine pense, par contre, faire face à une structure hiérarchisée. Elle cible et réussit à capturer ou tuer la plupart des hauts dignitaires de l'ancien régime encore en fuite, jusqu'à Saddam Hussein lui-même qui est pris le 13 décembre 2003. Malgré l'effet moral réel de ces arrestations sur la résistance, elles n'ont pas emporté la décision car ces hommes ne constituaient pas un « centre de gravité ». Les forces de la Coalition découvrent alors la vraie nature de leur adversaire et adoptent une politique, plus traditionnelle, de « body count ». On cherche à éliminer les nostalgiques de l'ancien régime qui ont pris les armes, en supposant que leur nombre se réduira avec la démocratisation du pays.

Le problème vient de la difficulté d'identifier ces nostalgiques de l'ancien régime. Par manque d'interprètes et du fait d'une trop grande spécialisation qui fait que même le moindre interrogatoire doit être mené par un spécialiste de la Military Intelligence, tous les suspects sont confiés à cette organisation. De grandes rafles sont menées et des centaines de suspects sont arrêtés et confiés aux spécialistes du renseignement militaire qui doivent faire le tri. Les arrestations arbitraires sont donc nombreuses et saturent les capacités de prise en compte par les équipes d'interrogatoire. Elles aboutissent aux exactions médiatisées d'Abou Graïb.

Les opérations d'arrestations se révèlent contre productives car les soldats américains, mal préparés, commettent souvent des fautes de comportement par méconnaissance de la culture locale. Parmi ces maladresses peuvent être cités la fouille des femmes par des hommes, les hommes déshabillés devant leur famille, l'emploi des chiens, la destruction des portes des maisons, les mises en joue systématiques y compris des enfants, les dialogues avec les lunettes de soleil sur les yeux, l'emploi de haut-parleurs au moment de l'appel des muezzins, etc...

Ces erreurs de comportements fournissent le terreau pour l'endoctrinement islamique dans les prisons et favorisent le développement de l'insurrection au-delà des seuls nostalgiques du régime de Saddam Hussein.

Les troupes de la coalition n'étant pas assez nombreuses pour tenir le terrain, des groupes ont organisé des espaces d'ordre, plus ou moins pacifiés et autonomes. Les interventions américaines, souvent brutales et sans contrepartie sous forme de pouvoir ou sous forme matérielle,

¹⁰ *Les armées du chaos*, Cahiers de la recherche doctrinale, DREX, 2004

ont fait basculer ces espaces dans l'insurrection. Les tribus peu soumises, par tradition, à tout pouvoir central, surtout s'il est étranger et infidèle, rejoignent les rangs de la rébellion. *Un membre de la tribu des Albueissa (50 000 individus) explique le ralliement de sa communauté par les « sur réactions » des soldats américains lors des accrochages : « Lorsque les Américains sont attaqués, ils tirent partout. C'est inhumain et stupide de la part d'un pays qui parle toujours des droits de l'homme ».*¹¹

1.3.2.2. Installation du phénomène terroriste

*En août 2003, le général Sanchez commandant les forces de la Coalition ordonne l'arrêt de ces opérations stériles et fait entreprendre une profonde réflexion sur les carences constatées et les mesures à prendre. A cette date, la guérilla a atteint un premier seuil critique, celui de l'incrustation durable dans la population et le paysage psychologique. Avec les chaînes arabes diffusées par satellites, le réseau des mosquées, qui échappe largement au contrôle des Américains, devient l'espace privilégié des « opérations d'appui à l'information » par les prêches et les discussions. Les motivations des combattants qui se joignent aux cellules se diversifient (vengeance, nationalisme, religion) et la population sunnite apporte de plus en plus son soutien, au moins passivement.*¹²

En même temps que les Américains réfléchissent à la nature de leur adversaire et aux modes d'action à utiliser pour y faire face, les rebelles analysent aussi la faible efficacité de leurs premières attaques. Ils étudient les méthodes et les unités de l'US Army et apprennent ainsi à faire la différence entre les unités de combat et celles de soutien. La rébellion développe des petits états-majors disposant de services de renseignement rudimentaires.

La grande innovation tactique est cependant, à partir de juillet 2003, l'emploi des improvised explosive devices (IED - engins explosifs de fortune). Les lieux de pose des IED se diversifient (par exemple à l'intérieur de cadavres d'animaux ou de troncs d'arbres) et des tactiques spécifiques apparaissent, comme l'emploi de faux engins pour canaliser les Américains sur de vrais pièges.

Les attaques visent ensuite les soutiens aux troupes de la coalition, dont la nouvelle police irakienne qui perd des centaines de membres dans des attentats. Les attaques visent aussi les personnalités qui peuvent offrir une alternative politique. Les premières attaques suicides sont perpétrées dans ce cadre. Elles illustrent l'activation de groupes terroristes bien organisés et probablement d'origine étrangère.

¹¹ Général VERAT (dir.), *La guerre après la guerre*, numéro spécial Doctrine, 2005

¹² Général VERAT (dir.), *La guerre après la guerre*, numéro spécial Doctrine, 2005

Enfin, les mouvements criminels ayant été publiquement désignés comme des mouvements djihadistes venant de l'extérieur, un argument supplémentaire a été donné à la création d'une armée chiite pour se protéger des insurgés sunnites. En réponse à cette armée chiite, une armée sunnite s'est développée pour se protéger des escadrons de la mort chiites. Pour essayer de les contrôler, la nouvelle administration irakienne a essayé d'intégrer ces milices dans les forces régulières mais a ainsi créé les conditions pour des désertions massives.

La guerre est maintenant à la fois locale et généralisée, et consiste souvent à protéger son voisinage. La lisibilité sur le nombre de groupes armés et sur leurs objectifs en est complexifiée d'autant.

1.3.2.3. Tirer les enseignements du conflit irakien

Il est difficile de gagner une guerre quand on ne se sait pas en guerre. L'histoire de l'adaptation des forces américaines à la situation en Irak est avant tout une histoire de l'évolution des perceptions avant d'être celle d'une adéquation des méthodes.

La première vision de la guérilla fut celle d'un réseau plus ou moins organisé par l'ancien régime, associé à des mouvements terroristes. Ce diagnostic n'était sans doute pas très loin de la vérité et le choix de détruire ce réseau en éliminant sa tête était logique. Le problème fut que cette décapitation fut peu chirurgicale et l'impréparation de l'instrument militaire à la mission, malgré quelques succès, a fini par donner une assise populaire à la guérilla à l'automne 2003.

1.3.2.3.1. Organisation du retour d'expérience

Le retour d'expérience (RETEX) est aujourd'hui largement pris en compte dans la gestion de l'opération Iraqi Freedom. Il bénéficie d'une approche à deux niveaux. Le premier est une boucle courte qui permet de disséminer rapidement les enseignements dont l'application est urgente. Le second est une revue biannuelle des enseignements. Ce processus est exécuté à Fort Huachuca et comprend des procédures permettant l'intégration rapide des constatations importantes. Un des aspects clés de l'impact du processus RETEX pour influencer le changement a été la reconnaissance de l'importance du simple soldat sur le champ de bataille.

Chaque brigade en Irak et en Afghanistan dispose aujourd'hui d'un site intranet sécurisé, que les soldats sont incités à remplir avec leurs observations et leurs demandes. Au début de 2005, un espace d'échange sécurisé nommé Battle Command Knowledge System est apparu. En plus de mettre en circulation des milliers de questions tactiques et leurs réponses, il peut aider des soldats à trouver des experts techniques, à apprendre des langues, à contacter des homologues dans la zone de combat, ou à guigner à travers la caméra web d'un véhicule blindé en Irak.

*A Fort Leavenworth, l'état-major du Centre for Army Lessons Learned (CALL) a été triplé et a catalogué 6200 observations du champ de bataille ou du terrain d'entraînement ces 4 dernières années et produit 400 rapports à leur sujet.*¹³

Les unités sont d'autant plus incitées à faire appel au processus du retour d'expérience et à y participer qu'elles constatent que leur contribution est réellement prise en compte. Cette circulation de l'information, complétée par les revues d'armes où de jeunes officiers font paraître des articles très libres et professionnels, compense ainsi en partie l'avantage traditionnel des guérillas en matière d'innovations tactiques. Le problème de ce processus d'innovation par les niveaux subordonnés est qu'il aboutit à des différences d'approche entre les unités lorsqu'il n'est pas coordonné. Ces différences peuvent nuire à la cohérence générale de l'action mais sont un moindre risque comparé à une innovation qui viendrait du commandement et ne serait pas appliquée sur le terrain.

1.3.2.3.2. Amélioration de la préparation opérationnelle des unités

Les indices d'évolution en Irak sont mitigés, mais il y a de nombreux signes de progrès. L'US Army a entraîné des dizaines de bataillons irakiens et, en combattant à leurs côtés, les Américains apprennent à mieux comprendre leur culture. Ils apprennent aussi à mesurer l'emploi de la force et les atrocités sont maintenant beaucoup moins probables.

L'apprentissage de l'US Army est plus facile à mesurer aux Etats-Unis où la moitié des élèves dans les écoles d'état-major a maintenant une expérience de combat récente ce qui est un changement significatif. On constate aussi la révision de la doctrine et l'adaptation de l'entraînement opérationnel.

*Selon les auteurs de la nouvelle doctrine, au Combined Arms Doctrine Directorate de Fort Leavenworth, des changements essentiels vont souligner l'importance stratégique des populations civiles. La doctrine de base de l'armée doit passer des opérations offensives de haute intensité aux opérations de sécurité et de stabilisation de basse intensité – gagner les cœurs et les esprits au lieu de créer le choc et l'effroi. La nouvelle doctrine va accentuer la possibilité que les deux niveaux doivent coexister – l'armée devant par exemple autant que possible faire preuve de mesure dans ses opérations offensives. De plus, la révision de « Operations » va mettre en évidence le besoin de protéger les civils contre les menaces extérieures (comme les terroristes islamistes) et le désordre intérieur (comme les pillards), tout en assurant la fourniture de services essentiels, y compris l'électricité et l'eau.*¹⁴

¹³ <http://www.checkpoint-online.ch/CheckPoint/Direct/Dir0038-USArmyAdaptation.html>

¹⁴ Général VERAT (dir.), *La guerre après la guerre*, numéro spécial Doctrine, 2005. « Operations » est un document de base de la doctrine de l'US Army.

Le règlement provisoire de contre-insurrection prend en compte les lacunes révélées récemment et suggère des méthodes pour empêcher une guerre conventionnelle de se transformer en insurrection. L'une d'entre elles consiste à éviter d'excéder les civils, parmi lesquels les insurgés peuvent se cacher, en étant plus sensibles aux différences ethniques, tribales et religieuses.

Dans les centres d'entraînement tactiques, les efforts de l'armée américaine sont très visibles. Les exercices des grandes unités qui se préparent à la relève, notamment dans les deux grands centres nationaux de Fort Irwin (National Training Center) et de Fort Polk (Joint Readiness Training Center), ont été profondément transformés. Les grands combats blindés-mécanisés ont été presque complètement abandonnés au profit de séjours de préparation spécifiques.

*Le cadre est donc systématiquement urbain et les différents acteurs civilo-militaires sont représentés de manière plus ou moins réaliste. Tout cela est coûteux (de 12 à 20 millions de dollars pour un séjour de trois à quatre semaines pour une brigade) mais semble efficace. De plus en plus, ces exercices sur le terrain sont associés à des systèmes de simulation et fédérés entre eux (Army Constructive Training Federation (ACTF) et Joint National Training Capability (JNTC)).*¹⁵

Il y a quelques années, très peu d'acteurs civils étaient présents sur les camps d'entraînement et l'objectif des soldats consistait à les éviter pour tuer l'ennemi. A présent, l'essentiel de l'entraînement tourne autour des acteurs civils. Même lorsqu'ils lancent une attaque, les soldats doivent conserver à l'esprit le besoin central de stabilité.

*Une expression favorite à Fort Polk est la « gestion des conséquences », ou la pondération des buts d'une opération contre ses autres résultats. Pendant leurs rencontres quotidiennes, les officiers instructeurs discutent, souvent très en détail, les dernières actions de la brigade, et planifient en conséquence leurs réactions. Par exemple, un commandant de compagnie n'a pas livré des médicaments au dispensaire d'un village, tenu par un « docteur Jihad », contrairement à sa promesse. En réponse, un « journaliste » est chargé de rapporter l'histoire au Talatha Times. Ceci amène des combattants d'Al-Qaïda à apporter des médicaments au dispensaire et, par ce biais, de créer des liens avec les Talibans locaux. Les deux groupes collaborent dans une attaque féroce sur la compagnie américaine fuyante, en utilisant des voitures piégées, des explosifs improvisés ainsi que du feu indirect et direct, tuant et blessant des dizaines de soldats. Cela leur apprendra à tenir leurs promesses.*¹⁶

Un autre effort porte sur la sensibilisation aux cultures étrangères, ou cultural awareness, qui se traduit par des cours, conférences et la diffusion de mementos sur la culture arabo-musulmane. Ce « cultural training », qui paraît désormais bien intégré, comprend également

¹⁵ Général VERAT (dir.), *La guerre après la guerre*, numéro spécial Doctrine, 2005

un fond de quelques dizaines de phrases en arabe pour autoriser un dialogue minimal et des règles précises sur les attitudes à avoir vis-à-vis de la population

1.3.3. Difficulté de formation des forces de sécurité irakiennes

La stratégie probablement la plus efficace consiste à lutter contre les mouvements insurgés et à former simultanément des forces de sécurité locales mais elle est difficile à mettre en œuvre. La Coalition a absolument besoin de troupes irakiennes gouvernementales, pour remplacer ses unités dans les missions statiques de gardiennage ou de police urbaine, les aider à pénétrer le milieu humain, et, à long terme, pour asseoir l'autorité du gouvernement irakien élu. Comme les forces existantes ont été supprimées, il a donc fallu repartir de zéro pour reconstituer une armée et une police.

Malheureusement, les besoins importants liés au vide sécuritaire laissé par la dissolution des institutions du régime baasiste ont incité à brûler les étapes. Comme le souligne un article de la Rand Corporation, *l'effort fait sur la satisfaction du besoin à court terme de déployer des forces de sécurité irakiennes s'est fait au détriment de l'objectif à long terme de construction des institutions de sécurité irakiennes. Remplir le vide sécuritaire immédiat impliquait un certain nombre de mesures comme la réduction des contrôles de la fiabilité du personnel au minimum ainsi que se reposer sur les tribus et les milices. Ces mesures étaient contraires à l'objectif à long terme de la coalition consistant à mettre en œuvre une réforme profonde du secteur de la sécurité nationale.*¹⁷

En effet, *pour parer au plus pressé, c'est un puzzle sécuritaire qui a été créé en fonction des possibilités d'instruction. La garde des sites sensibles a été confiée à une Facility Protection Security Force (FPSF) dont les hommes sont formés en quelques jours. Une autre force a été formée pour la garde des frontières avec la Syrie et l'Iran, puis l'Iraqi Civil Defense Corps (ICDC) (ou Garde nationale) pour assister directement les unités de la Coalition. Ses membres reçoivent une formation initiale d'une semaine avant d'être intégrés dans des unités de la coalition pour une instruction complémentaire et fournir des petits éléments lors des opérations. Les créations de la police et de 27 bataillons d'infanterie, métiers qui demandent des savoir-faire poussés, se sont révélées beaucoup plus difficiles. Pour faire face à l'ampleur inédite de la tâche, les Américains ont fait feu de tout bois pour épargner au maximum les unités d'active. Ils ont donc largement fait appel à des réservistes et à des unités de la Garde nationale (18e brigade de police militaire pour la police, 98e division de la garde pour l'armée) avec des résultats mitigés. Un officier supérieur américain décrit ainsi des instructeurs vivant à l'hôtel hors des cours, refusant*

¹⁶ <http://www.checkpoint-online.ch/CheckPoint/Direct/Dir0038-USArmyAdaptation.html>

¹⁷ <http://www.rand.org/publications/randreview/issues/spring2006/rebuild.html>

*d'apprendre les noms arabes, donnant des surnoms américains aux recrues et faisant donner les ordres en anglais.*¹⁸

Les premières expériences opérationnelles des bataillons irakiens ne furent pas encourageantes : les deux bataillons irakiens engagés à Falloujah en avril 2004 s'évanouissent au premier accrochage, de même que toutes les forces de sécurité dans la zone chiite face à l'Armée du Mahdi.

Les causes de ces échecs sont multiples. Les unités ont été formées trop vite en quelques semaines et les hommes ne sont pas fiables. Outre une solde très insuffisante, le recrutement s'était fait en grande partie auprès d'anciens membres des forces de sécurité de Saddam Hussein sans qu'un contrôle de fiabilité suffisant ait été fait faute de temps. De fait, une partie des recrues conservaient des liens avec d'anciens collègues présents parmi les insurgés et ont logiquement refusé de les combattre. Certains ont déserté et rejoint l'insurrection. Pour la même raison, les forces de sécurité sont largement infiltrées par l'insurrection.

Ces premiers échecs sont la source d'un grand manque de confiance de la part de la Coalition qui hésite à donner des moyens de combat qui pourraient se retourner contre elle. Peu de moyens lourds sont donc donnés. Ainsi cantonnée aux missions secondaires et humiliantes de force de sécurité intérieure, l'armée irakienne manque de prestige et de crédibilité auprès de la population.

Une autre difficulté dans l'emploi des forces irakiennes concerne leur propre comportement vis-à-vis de la population et leur fonctionnement interne qui nécessitent un effort de formation. Le risque existe que l'armée et les forces de police nouvellement formées n'utilisent de nouveau les méthodes brutales de l'ancien régime qui sont peu compatibles avec l'objectif de démocratisation et ont un effet médiatique terrible.

Enfin, une dernière lacune dans la formation des nouvelles forces de sécurité irakiennes a été identifiée par la Rand Corporation qui estime que *la coalition n'a pas réussi à développer un appareil de renseignement intégré et coordonné. Un tel appareil aurait pu avoir une grande importance dans la lutte contre l'insurrection et le crime organisé.*¹⁹

La relève des forces de la Coalition et la résolution du conflit ne peuvent légitimement venir que des forces locales. Cet aspect doit donc être anticipé largement en amont dans la planification d'une opération comme celle qui a visé à renverser le régime de Saddam Hussein. La formation des forces de sécurité locales doivent donc se voir octroyé, dès le début de l'opération, des moyens humains et matériels spécifiques et conséquents. L'emploi des forces de stabilisation comme matrice des unités locales, nouvelles ou restructurées, semble être une bonne voie. Ces

¹⁸ Général VERAT (dir.), *La guerre après la guerre*, numéro spécial Doctrine, 2005

unités mixtes associent la connaissance du milieu des uns aux moyens et à la compétence technique des autres.

¹⁹ http://www.rand.org/pubs/research_briefs/RB9134/index1.html

SECONDE PARTIE : ENSEIGNEMENTS DE CES CONFLITS

L'expérience du passé montre que l'action des forces armées n'est pas seulement possible mais qu'elle peut aussi être nécessaire et doit se porter à la fois sur l'antiterrorisme et sur le contre terrorisme. Les armées sont un des acteurs principaux dans la prévention des crises et dans leur résolution. Elles doivent participer à l'identification et à la neutralisation des terroristes et à la gestion des conséquences des attentats.

Cependant, comme le souligne Ralph Peters,²⁰ « nous sommes contraints par le modèle du siècle passé concernant le rôle des armées, celui de la police et celui du gouvernement. Nos adversaires n'ont pas ce bagage. Ils peuvent dépasser les Etats et leurs outils formalisés de maintien de l'ordre par leurs budgets, leur capacité de manœuvre, d'agression, de négociation et d'innovation. [...] Les ennemis que nous sommes susceptibles de rencontrer ne sont pas des soldats mais des guerriers. Contrairement aux soldats, les guerriers ne jouent pas avec les mêmes règles que nous, ne respectent pas les traités et n'obéissent pas aux ordres qui leur déplaisent. »

2.1. Le renseignement

Le renseignement constitue le cœur de la lutte contre le terrorisme et l'enjeu porte à la fois sur la nécessité de bien comprendre les organisations terroristes dans leur globalité pour bien diriger la recherche, sur le bon emploi des moyens de recherche de l'information et sur la gestion du renseignement, en particulier son échange entre tous les organismes intervenant dans la lutte.

2.1.1. Cibler les groupes terroristes

L'obtention du renseignement se fait en deux phases. La première est l'accumulation d'informations et comporte un certain nombre de déchets. La seconde est l'interprétation de ces informations et l'élaboration du renseignement qui est un art d'intelligence sociologique et politique. Cette phase nécessite la circulation de l'information entre les différents services et la connaissance de l'adversaire : idéologie, organisation, méthodes, potentialités.

Pour conduire une lutte efficace contre une guérilla utilisant des modes d'action terroristes ou contre un groupe terroriste, l'expérience irakienne montre qu'il est vital de comprendre l'organisation à laquelle on fait face. De nombreuses analyses sociologiques du terrorisme l'étudient en termes de réseaux et non de structure hiérarchique, un système horizontal dans lequel chaque maillon est utile mais n'empêche pas le fonctionnement de l'ensemble s'il disparaît. Il faut à un réseau un environnement favorable, un sanctuaire en dehors des frontières de l'Etat dans lequel il agit. La présence d'un grand nombre de membres dans le réseau ne nuit pas au fonctionnement de ce dernier, au contraire.

²⁰ PETERS Ralph, *Fighting for the future – will America triumph ?*, Stackpole books, Ritter Road, 1999.

*L'organisation est le facteur qui permet à la guérilla de compenser la supériorité matérielle écrasante de l'adversaire. Plus l'organisation est développée à grande échelle, moins on est directement vulnérable. Il importe de ne pas rester un mouvement régional. [...] Faible militairement, la guérilla a besoin d'être forte sur le plan de l'organisation.*²¹

Le renseignement doit donc porter sur l'ensemble du réseau terroriste et doit permettre de connaître les ramifications sociales et politiques d'un groupe : ses contrats, ses fournisseurs en armes, argent, papiers d'identité. Une analyse des méthodes de recrutement, des cibles des terroristes doit être effectuée. Il faut connaître les dates importantes et les symboles culturels de la population dans laquelle les terroristes sont recrutés ou de celle qui est la cible des terroristes. Le degré de cohésion du groupe doit être connu, ainsi que ses capacités de planification et ses tactiques préférentielles.

Il faut cibler les membres des organisations en faisant un effort de recherche sur les populations à risque. *Les éléments les plus mobilisables sont très souvent des jeunes urbanisés, semi-intellectuels ou semi-éduqués, déclassés ou marginalisés, sans perspectives et charriant un mécontentement latent. Il est beaucoup plus difficile de mobiliser les plus dépourvus, ceux qui n'ont aucun espoir de changement et peu le goût du risque à force d'asservissement et de misère intégrée. [...] Les cadres moyens sont essentiels. Ce sont eux qui font le travail sur le terrain : propagande, explications, encadrement, organisation.*²²

En outre, à titre préventif, il faut réaliser un suivi des mouvements d'opposition radicaux d'essence ethnique ou sociale dans les zones susceptibles de basculer dans l'action terroriste. La violence des discours doit être surveillée ainsi que les activités criminelles pouvant servir de moyen de financement. Certains indices doivent être suivis avec attention : destructions d'objets culturels, vols d'armes, d'explosifs et de papiers d'identité, trafics.

La compréhension du groupe terroriste ou de la guérilla recouvre aussi la connaissance des soutiens nationaux et internationaux qu'ils soient financiers, logistiques ou moraux. *Il est très rare en effet qu'une guérilla victorieuse n'ait pas eu de soutien extérieur et la plupart du temps de sanctuaires. [...] Le soutien matériel est un risque sérieux pour l'Etat contigu si l'adversaire de la guérilla est décidé à frapper directement ou indirectement. [...] Mais le sanctuaire est sans le moindre doute le facteur fondamental en matière d'aide extérieure.*²³

Le soutien est de niveau variable comme l'illustre le cas de l'Irak où les Etats voisins soutiennent divers partis insurgés pour défendre leurs intérêts. La Syrie et l'Iran se réjouissent de l'enlèvement de l'armée américaine qui les met provisoirement à l'abri. L'Iran peut jouer de son

²¹ CHALIAND Gérard, *Terrorismes et guérillas*, Paris, Flammarion, 1985.

²² *ibid.*

²³ *ibid.*

soutien aux mouvements Chiites pour favoriser les négociations sur son programme nucléaire avec les Américains et les Britanniques.

L'expérience montre aussi que les groupes terroristes n'hésitent pas à collaborer entre eux, même si leurs objectifs sont très différents. Ils peuvent ainsi échanger et acquérir des compétences dans des domaines aussi variés que le tir de précision, les explosifs, le camouflage, les faux papiers, la surveillance et la contre surveillance, les poisons et matières toxiques, les moyens de transports et les capacités médiatiques.

Tout ce travail de compréhension de l'adversaire nécessite une longue imprégnation culturelle qui doit concerner non seulement les capteurs spécialisés et les analystes mais tous les militaires partant du principe que tout soldat sur le terrain est un capteur.

2.1.2. Limites des capteurs techniques

Les études faites au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 ont été très sévères concernant l'emploi trop privilégié de la recherche technique au détriment de la recherche humaine. Ainsi, un rapport d'information parlementaire²⁴ indique que « là où il aurait fallu infiltrer les systèmes et nouer des contacts avec les pays d'accueil, les services ont embauché des milliers d'agents qui passaient des journées entières devant des ordinateurs à traduire et interpréter des flots d'informations souvent obsolètes avant même d'avoir été traitées. »

Il faut toutefois nuancer cette analyse car, comme le précise Jacques BAUD, « il est inexact de prétendre que le renseignement humain a été délaissé. Dès la fin de la guerre froide, les services américains ont reporté leur attention sur la lutte contre la criminalité organisée ainsi que contre les trafics de stupéfiants, de matières premières et de matières nucléaires. [...] Après la guerre du Golfe, des réseaux ont été installés en Irak, afin de soutenir l'opposition à Saddam Hussein. Mais, la mise en place de réseaux de renseignement humain est un processus de longue haleine, rendu complexe par la multiplicité des menaces envisagées et la diversité des réseaux concernés. »²⁵

Lorsque l'ennemi était le bloc soviétique, il était facile d'orienter l'effort de recherche à la fois par moyens techniques et humains. Depuis que la menace est composée d'une multitude de groupes terroristes et criminels qui s'ajoute à celle plus classique d'Etats dont les objectifs stratégiques peuvent s'opposer aux nôtres, la mise en place des moyens et des réseaux d'information est grande consommatrice de temps et de ressources. Il faut aujourd'hui poursuivre cet effort en gardant à l'esprit qu'une abondance de moyens techniques présente l'inconvénient de

²⁴ QUILES Paul, GALY-DEJEAN René, GRASSET Bernard, *mission d'information sur les conséquences pour la France des attentats du 11 septembre 2001*, rapport d'information de l'Assemblée Nationale n°3460, Paris, 2001.

²⁵ BAUD Jacques, *La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, Paris, Rocher, 2003.

fournir un flot d'informations dont l'analyse pose problème. Le traitement en est ralenti et la vérification est rendue difficile.

La solution passe évidemment par une bonne complémentarité des moyens car les moyens techniques présentent aussi l'avantage de pouvoir apporter une supériorité de l'information face à des groupes qui possèdent aussi leurs propres moyens de recherche humaine.

2.1.3. Organisation et méthodes du renseignement militaire

Etendre la protection et la sécurité du territoire national à la lutte contre les organisations criminelles et terroristes est devenu une évidence. Il ne suffit plus de dissuader les ennemis potentiels d'envahir le territoire. Dans ce cadre, les armées doivent participer au renseignement et à la prévention face aux menaces asymétriques en coopération avec les autres intervenants dans ce domaine : police, douanes, gendarmerie. La qualité de la coopération est cruciale pour l'efficacité de la lutte, elle doit être permanente et ne pas se limiter à des réunions régulières.

La lutte contre les menaces asymétriques repose sur le renseignement à la fois sur le territoire national et sur les théâtres d'opérations extérieurs. Se limiter à l'un ou l'autre reviendrait à négliger l'aspect multinational de ces groupes comme décrit plus haut.

Le champ du renseignement d'intérêt militaire s'est donc considérablement élargi et il est devenu plus politique, économique, sociétal, voire écologique et culturel. Les outils et les méthodes issus de la guerre froide ne couvrent pas l'ensemble du besoin pour l'aide à la décision au niveau stratégique. A ce niveau, le besoin concerne la compréhension des pays en situation de crise potentielle ou actuelle, afin d'assurer la veille stratégique et la planification des opérations.

Au niveau des théâtres d'opérations, les forces doivent aussi entretenir une vision globale de la situation : politique, militaire, économique, sociologique, psychologique. Ces informations, dont la connaissance est essentielle à un choix pertinent des modes d'action sur le terrain, peuvent provenir d'organismes de renseignement non militaires. L'échange d'informations entre organismes de renseignement civils et militaires doit être réel et fonctionnel.

Un effort est à réaliser en France dans ce domaine comme le souligne le Général Francart²⁶ : *« la direction de la recherche militaire qui est l'organisme en charge de tout le renseignement nécessaire aux armées à la fois pour la définition de sa stratégie générale militaire et pour le renseignement opérationnel au cours de ses interventions, ne se sent pas, pour l'instant, concernée par le renseignement de sécurité et de défense contre le terrorisme. Créée à l'initiative de Pierre Joxe, la DRM élabore et met en œuvre les orientations en matière de renseignement d'intérêt militaire. Elle exerce en ce domaine une fonction d'animation et de coordination. Rappelons que le renseignement d'intérêt militaire comprend le renseignement strictement*

²⁶ FRANCART Loup, *Livre gris sur la sécurité et la défense*, Paris, Economica, 2006.

militaire et le renseignement d'environnement (connaissance de l'environnement dans lequel les forces armées amies sont amenées à opérer). Mais si le renseignement concernant le terrorisme est devenu une préoccupation de cet organisme, ses objectifs et ses méthodes de travail restent pour l'instant orientés sur la connaissance des armées étrangères. Le renseignement sur les activités terroristes, même sur les théâtres d'opérations, nécessite de nouveaux procédés d'investigation et de nouvelles méthodes de travail proches de ceux de la police ou de la gendarmerie, ce qui n'est pas encore le cas. »

2.2. Les règles de comportement

Le renseignement et la neutralisation de membres de groupes terroristes ne suffisent pas à éliminer la menace car, grâce à leur structure en réseau, les éléments dirigeants des groupes sont régulièrement remplacés au fur et à mesure de leur arrestation. Il faut donc tarir le terreau du recrutement de ces groupes. Ce résultat passe par une attitude appropriée des forces armées dans les pays dans lesquels elles sont déployées.

2.2.1. Importance de la préservation de la population civile

La population locale est un enjeu lorsqu'une armée est confrontée au terrorisme dans un pays tiers et il faut impliquer cette population dans la lutte. Si elle n'y est pas impliquée et que les groupes terroristes arrivent à faire durer le conflit suffisamment longtemps, ils ont toutes les chances de l'emporter face aux armées d'Etats démocratiques qui finiront par se lasser et se désengager. Les terroristes n'ont pas besoin d'emporter une victoire militaire, ils peuvent négocier la victoire finale après avoir provoqué la lassitude de la métropole, comme l'illustre le cas de la guerre d'Algérie.

Pour la réussite dans cet enjeu du contrôle de la population, la clé est l'éthique de comportement. En effet, « les restrictions éthiques de nos organisations militaires fonctionnent bien dans un combat contre d'autres militaires, mais, de plus en plus, nos adversaires potentiels, et même nos partenaires régionaux soit ne connaissent pas soit rejettent notre éthique occidentale. [...] Nous continuerons à perdre jusqu'à ce que nous changions les règles, jusqu'à ce que nous arrêtions d'attaquer les masses pour punir indirectement les meurtriers protégés par un statut. Et même lorsque nous perdons, notre éthique bien aimée ne tient pas face à un examen objectif. Nous sommes devenus non seulement des perdants mais aussi des meurtriers aveugles, tuant des Somaliens par centaines en une journée mais refusant de tuer le chef criminel, voulant arracher les champs de coca de pauvres paysans mais sans le courage d'une rétorsion efficace contre les trafiquants de drogue qui ruinent nos enfants et notre société. Nous devons réexaminer notre conception de l'éthique. »²⁷

²⁷ PETERS Ralph, *Fighting for the future – will America triumph ?*, Stackpole books, Ritter Road, 1999.

La population attend des forces étrangères déployées sur son territoire une exemplarité du comportement. Elle en pardonne moins les débordements que les massacres causés par les terroristes car les forces armées ont comme objectif de protéger la population, d'assurer la loi et l'ordre, la vocation des groupes terroristes étant tout autre. Etant donné cette exigence, l'armée doit éviter absolument toute exaction et publicité doit être faite des sanctions infligées aux militaires coupables de fautes de comportement. Les projets d'amélioration de la situation matérielle (aide médicale, scolarisation, électricité, etc.) sont inutiles si des pillages sont commis par les troupes.

Cependant, les programmes d'amélioration des conditions de vie de la population sont essentiels car ils sont la réponse à une des attentes primaires comme l'illustrent les cas des conflits étudiés. Là où les Américains pensaient en 2003 que les Irakiens aspiraient principalement aux libertés individuelles, les attentes réelles de ces derniers étaient placées dans leur sécurité et le bien-être matériel. La meilleure propagande pour les armées consiste donc à résoudre concrètement ce qui peut être résolu ou amélioré au niveau des problèmes quotidiens des villages.

Le soutien de la population, qui passe par un comportement exemplaire, conditionne l'efficacité de la lutte pour garantir la possibilité de mener l'action dans la durée, pour obtenir le renseignement et couper l'adversaire de son soutien. Les groupes clandestins ne peuvent conduire leur combat dans la durée qu'avec le soutien d'une partie de la population pour son renseignement, ses communications, la nourriture, et son recrutement. Lorsque l'insurrection a gagné un large soutien de la population, ce n'est que l'illustration de l'effondrement de l'autorité de l'Etat. En conséquence, les armées doivent appuyer le fonctionnement de l'Etat du pays dans lequel elles sont déployées et s'assurer qu'il a la détermination nécessaire pour mener la lutte.

2.2.2. Le choix des moyens d'action

Comme le remarque très justement Paul R. Pillar, ancien agent de la CIA, « la plus grande limite de la puissance militaire, c'est que les avoies des terroristes, contrairement aux avoies militaires classiques, ne se présentent pas sous la forme de cibles imposantes, fixes et faciles à détruire. Maintenant que la menace terroriste provient davantage de groupes que d'Etats, le nombre de cibles se trouve encore réduit, qu'il s'agisse d'endommager les capacités des terroristes ou de les dissuader de perpétrer des attentats. »²⁸

L'utilisation de moyens militaires peut se révéler contre productif contre la menace du terroriste islamiste en particulier. Au lieu d'apaiser les esprits, les interventions militaires confortent les terroristes dans leur vision d'un Occident diabolique dont l'impérialisme apparaît aussi fort qu'à l'époque de la colonisation et qui les enferme dans leur logique destructrice. L'action militaire de pays occidentaux renforce et légitime leur détermination. En outre, en étendant à l'ensemble d'une nation une guerre qui ne concerne qu'une minorité d'individus, elle

²⁸ Paul R. PILLAR, *les instruments de la lutte antiterroriste*, Département d'Etat, novembre 2001.

alimente les rancœurs, exacerbe les frustrations, fait naître un sentiment d'injustice et rallie des soutiens et des candidats au terrorisme.

Les forces armées doivent s'interdire l'emploi des moyens les plus puissants pour ne retenir que ceux qui ont une réelle efficacité dans la lutte contre le terrorisme. Ce combat passe par la neutralisation ciblée des adversaires, par la protection de la population contre les attaques terroristes et par la préservation de la population vis-à-vis des actions armées contre les terroristes. La lutte se fait dans la durée et il est préférable de prolonger cette lutte que de mener des actions destructrices ayant de bons effets immédiats mais qui causeraient de nombreuses pertes collatérales lors de la neutralisation des terroristes.

2.2.3. Importance de la pression médiatique

Ce qui a rendu l'impact du terrorisme particulièrement puissant ces dernières années, c'est le développement des médias, et surtout de l'image télévisée combinée avec le terrorisme de type publicitaire, souvent transétatique, et dont les acteurs ne représentent souvent qu'eux-mêmes. Lorsque ce type de terrorisme publicitaire est utilisé par un mouvement politique d'une certaine ampleur, il est en fait un substitut à la guérilla.²⁹

L'évolution du facteur médiatique est significative entre les cas des conflits algérien, malaisien et irakien. L'environnement médiatique peu développé du cas malaisien a permis de limiter les conséquences sur l'opinion des débordements des troupes comme celui de Batang Kali en 1948. Par contre, le retentissement des campagnes de presse contre la torture en Algérie a eu un effet sur la conduite des opérations. Dans le cas irakien comme dans tous les autres conflits actuels, le fait médiatique a pris une autre dimension avec son omniprésence et sa diffusion rapide dans le monde entier. Le soutien dans la durée des opinions publiques nationales et internationales à la lutte contre le terrorisme nécessite que l'efficacité de l'action ne soit pas compromise par des fautes de comportement individuelles. Pour autant, museler les médias n'est ni réalisable ni souhaitable.

L'expérience menée par les troupes américaines d'intégration de journalistes dans les unités en Irak paraît positive. Leurs reportages sont jugés plus crédibles par le public que ceux des services de presse officiels des armées et sont en général favorables. La présence de journalistes parmi les unités oblige aussi les unités à être aussi exemplaires que possible ce qui peut avoir un effet bénéfique sur l'issue du conflit. Le risque est que les soldats hésitent trop à utiliser la force par peur des retombées médiatiques. Cependant, étant donné que l'action contre le terrorisme n'a de sens que dans la durée, ce risque est secondaire comparé à la large diffusion d'une utilisation non mesurée de la force. Il est préférable de laisser courir un terroriste que de le neutraliser en causant de nombreuses pertes civiles et faciliter ainsi le recrutement de terroristes supplémentaires.

²⁹ CHALIAND Gérard, *Terrorismes et guérillas*, Paris, Flammarion, 1985.

2.3. Assurer les moyens de subsistance de la population

Le cas du conflit irakien en 2003 montre que la non-satisfaction des attentes de la population dans les domaines de la sécurité individuelle et du bien-être matériel est de nature à compromettre la réussite finale malgré les succès militaires.

2.3.1. Moyens économiques

Dans le cas du déploiement d'une force internationale dans un pays dont l'Etat est défaillant et qui est touché par le terrorisme, la population n'attend pas seulement de la force qu'elle lui apporte la sécurité, elle attend aussi qu'elle lui apporte les conditions élémentaires de subsistance. Les aides concrètes apportées par les SAS en Algérie ont beaucoup contribué à renforcer le soutien de la population bénéficiaire dans la lutte contre l'insurrection du FLN.

Le volet économique, financier et industriel a pour objectif de faire redémarrer l'économie du pays. Il est souvent négligé dans la planification des interventions parce que considéré comme un problème à traiter par les entreprises, sphère du privé et des affaires, alors que la gestion générale de la crise et de sa sortie est l'apanage des « institutionnels ». [...] La remise en route des réseaux vitaux est souvent considérable et nécessite une organisation et des moyens importants.³⁰ De fait, de l'aveu même des responsables de l'opération, la longue phase de stabilisation de l'Irak après la rapide victoire militaire en mars 2003, n'avait pas été planifiée de façon aussi approfondie que nécessaire.

Les actions civilo-militaires ont aujourd'hui une importance cruciale non seulement dans le succès des opérations de stabilisation mais aussi dans celles qui sont confrontées à des attentats terroristes. Les unités doivent pouvoir apporter une amélioration des conditions de vie dans leur zone d'opération et tenir les promesses faites en ce sens. Ce dernier point est capital car une promesse non tenue peut avoir un effet plus contre-productif que l'inaction.

2.3.2. Maintenir un niveau de sécurité minimum

Le volet de restauration de la confiance est un nœud de la résolution durable des crises. Les pays qui sont les théâtres d'attentats terroristes sont souvent des pays divisés en fonction de critères ethniques, religieux ou sociologiques. Le retour à la paix entre les communautés n'est pas imaginable si elles n'arrivent plus à se faire confiance, si elles se retranchent sur leur territoire sans se soucier d'organiser la vie entre elles, de renouer le dialogue et de reprendre ensemble la reconstruction du pays. Pour assurer la résolution durable du conflit, les armées doivent contribuer à reconstruire l'unité du pays dans lequel elles interviennent.

La restauration des capacités de l'Etat à tenir son rôle dans l'organisation de la vie économique et dans la sécurité doit être un des soucis des forces armées. Les conditions de l'action des forces de sécurité doit être facilitée par la formation, et par la mise à disposition de moyens.

³⁰ FRANCART Loup, *Livre gris sur la sécurité et la défense*, Paris, Economica, 2006

Dans ce cadre, l'amélioration du réseau de communication peut être apportée par les moyens du génie compte tenu du fait qu'un faible réseau, qui restreint la mobilité des forces de sécurité, avantage les groupes clandestins. En revanche, plus le système de communications est dense, moins ils sont en sécurité.

Le facteur fondamental réside dans la volonté d'action de l'Etat et dans l'adéquation de son action. *La violence est d'un usage délicat. Elle peut catalyser ou décourager, voire être totalement contre productive. Cela est valable pour la guérilla comme pour l'Etat. Réprimer de façon excessive provoque des ressentiments profonds qui mobilisent.*³¹

Outre l'accompagnement des forces de sécurité locales dans l'accomplissement de leur mission, les forces armées déployées doivent participer directement à la sécurité pour renforcer la couverture du terrain. Ce n'est pas la réussite d'un acte terroriste qui est importante mais l'accumulation des actions. Les terroristes ne tiennent pas le terrain, ils agissent sur le temps et non sur l'espace. Il faut donc éviter cet effet cumulatif recherché par les terroristes.

Les forces armées doivent être présentes à la fois sur les espaces aériens, maritimes et terrestres car les actions terroristes n'en épargnent aucun. Toutefois, la plupart des attaques étant terrestres, il est nécessaire de faire un effort particulier sur cet espace pour réduire la vulnérabilité des sites les plus susceptibles d'être attaqués, qu'ils soient symboliques ou regroupent des foules. Aucune solution ne permet une protection totale mais la liberté d'action des terroristes doit être réduite par des obstacles de protection, des systèmes de contrôle (barrages et patrouilles), et des moyens de surveillance des systèmes de communication et de transport. Les infrastructures économiques clés doivent être protégées : installations électriques, pétrolières, etc.

La protection ne doit pas se limiter à une protection statique qui peut plus facilement être étudiée par un mouvement terroriste mais doit comporter aussi des éléments mobiles et non routiniers. Elle passe aussi par des mesures actives, de contre terrorisme, par la neutralisation de groupes armés, la destruction de camps d'entraînement ou d'autres installations de base des groupes terroristes. Les forces spéciales sont plus particulièrement susceptibles d'être employées dans ces opérations pour éviter les dégâts collatéraux.

Les armées doivent aussi participer aux conséquences des attentats : soutien moral et physique, reconstruction, etc. afin de s'impliquer dans la satisfaction des deux besoins de sécurité physique et économique.

³¹ CHALIAND Gérard, *Terrorismes et guérillas*, Paris, Flammarion, 1985.

CONCLUSION

Confrontées à de nombreuses reprises au défi du terrorisme, les forces armées de différents pays ont eu des fortunes diverses et souvent mauvaises. La guerre de libération de l'Algérie a montré que le choix des méthodes était important et ne devait pas se faire sur la recherche de résultats rapides. La 10^{ème} division parachutiste a, en effet, interrompu de façon remarquablement rapide le terrorisme à Alger mais s'est trouvée ensuite confrontée à une campagne de presse désastreuse. Les efforts d'amélioration de l'administration de la population musulmane menés en parallèle de la neutralisation du FLN ont eu, en revanche, un effet plus lent mais plus durable sur la pacification de l'Algérie. La contre-insurrection en Malaisie, elle, a montré comment la satisfaction des revendications de la population était le principal facteur de la victoire bien plus que l'efficacité de certaines méthodes comme les hameaux stratégiques. Enfin, l'actuel conflit en Irak est la preuve que la compréhension de l'adversaire auquel on fait face et la compréhension des attentes de la population sont des critères essentiels de succès sans lesquels l'action militaire peut se révéler inutile voire contre-productive.

Ces cas concrets soulignent la nécessité de développer ou adapter certains savoir-faire qui ont été négligés pendant la durée de la guerre froide. En particulier, l'organisation et les méthodes du renseignement dans les armées françaises doivent être modernisés pour s'adapter à la menace terroriste. Pour autant, le savoir faire classique de compréhension de la manœuvre d'une armée adverse ne doit pas être abandonné bien qu'il puisse être maintenu à un niveau de perfectionnement plus modeste qu'il ne l'est aujourd'hui. L'effort doit être clairement fait dans la compréhension des enjeux des populations car elles sont la clé de la réussite des opérations de stabilisation qui forment la majorité de nos engagements et sont la clé de la réussite de la lutte contre le terrorisme qui est la principale menace de ce début de siècle sur le territoire national comme sur les théâtres d'opérations.

La formation culturelle des troupes déployées en opérations est un impératif majeur. Elle constitue une tradition dans l'armée française mais doit être développée plus avant pour que l'ensemble de nos troupes, y compris celles d'appui et de soutien, soient pleinement opérationnelles dans ce type de guerre. Si les armées conventionnelles maîtrisent l'enjeu de la population elles pourront contribuer de façon significative à l'échec du terrorisme.

Le terrorisme, comme d'autres comportements peut disparaître si toutes les nations civilisées acceptent le fait qu'il n'est jamais excusable. Ainsi la piraterie, les génocides et l'esclavage ont pratiquement disparu. Comme ces trois méthodes d'action, le terrorisme doit d'abord être vaincu et apparaître comme une tactique inefficace pour disparaître lui aussi. Le terrorisme doit disparaître par la force à court terme et par consensus à long terme.

IMPACT DES MEDIAS SUR LA CONDUITE DES OPERATIONS A ALGER

Un texte du Colonel Godard cité par Henri Le Mire³² expose la campagne de presse subie après la première bataille d'Alger :

« En mars, si les principaux caïds du Front ont fui devant l'orage, tandis que la piétaille se dispersait ou bien plongeait, la ville abrite encore certains cadres qui se sont accrochés et des débris de réseaux qui risquent de se ressouder si le contrôle se desserre, et de bénéficier de substantiels appuis extérieurs. Nous n'ignorons pas que Yacef Saadi et certains rescapés de son équipe de dynamiteurs sont toujours planqués en Casbah où plus de cent mille Musulmans sont entassés sur moins de cinquante hectares couverts de bâtisses imbriquées les unes dans les autres, correspondant par des souterrains ou des passages secrets, et truffés d'abris soigneusement camouflés.

Godard expose le détails de l'arrestation de Djemila Bouhired et continue :

Nous sommes loin de nous douter du retentissement qu'elle va bientôt avoir et de l'exploitation qu'en feront nos adversaires à la suite de son procès. Bientôt, nous devons déchanter.

En langage militaire d'autrefois – celui de mon père, qui a fait 14/18 dans l'infanterie – Alger est une position qui est occupée, mais dont les tranchées n'ont pas été nettoyées. Et pourtant, les parachutistes de la division Massu évacuent.

Certes, le régiment de Fossey-François ne demeure pas seul dans Alger. Le quadrillage en surface demeure le fait du 9^e Zouaves qui tient la Casbah et Bab-el-Oued, du 13^e Sénégalais qui surveille le Sahel, du Groupement de GM du colonel Grozafon venu de métropole avec une dizaine d'escadrons, des trois CRD du colonel Bris, des unités territoriales, qui valent un petit millier d'homme/jour et enfin les différents dépôts, bases arrière ou écoles de la garnison. Parachutistes et 9^e Zouaves exclus, l'ensemble représente six mille hommes dépendant d'autorités multiples et grevés d'hypothèques. Avec, en renfort, un millier de fonctionnaires de police dont les neuf dixièmes sont consommés par des fonctions de routine.

Les raisons d'une telle mutation de l'effort sont, dans une certaine mesure, d'ordre tactique. Massu, après avoir disposé des pouvoirs de police dans la ville d'Alger, a vu ses responsabilités militaires s'étendre à la zone nord-algérois ; la 7^e DMR demeurait en réserve générale. Il est donc naturel qu'après avoir marqué des avantages dans Alger, il ait été enclin à manœuvrer sur l'ensemble de sa surface de responsabilité, quitte à jouer une impasse sur Alger.

³² LE MIRE Henri, *Histoire militaire de la guerre d'Algérie*, Albin Michel 1982, p115

D'autant plus que Paris ou la 10^e Région militaire pouvaient, d'un jour ou l'autre, engager des régiments paras ou blindés partout en Algérie et même n'importe où dans l'Empire.

Pourtant la cause profonde du changement de cap est psychologique. Après les bombes de février, nous avons entendu le ministre de la Défense nationale nous prescrire de détruire les réseaux terroristes par n'importe quel moyen. Une fois l'objectif atteint ou presque, avec la proportion de maladroites et d'erreurs qu'implique tout entreprise humaine, nous nous sommes brusquement vus cloués au pilori.

Dès le 15 février, Témoignage Chrétien ouvre le feu en dénonçant des « pratiques dégradantes » constatées par des rappelés. Le thème est repris par un comité de résistance spirituelle animé par Robert Barrat, l'abbé Pierre et René Capitant, sous forme d'une brochure largement diffusée. L'intelligentsia métropolitaine s'arrache le dernier ouvrage de Pierre-Henri Simon intitulé Contre la torture. France-Observateur, l'Express et Le Monde font caisson de résonance. Des prélats s'en mêlent. La Mission de France s'oppose au cardinal de Toulouse tandis que l'archevêque de Paris, qui est aussi aumônier général des armées, s'efforce de faire la part du feu. Les communistes, marchant au canon, organisent à la fin du mois de février une semaine de propagande et de lutte contre la guerre d'Algérie. L'épiscopat français diffuse à la mi-mars une déclaration attestant qu'il n'est jamais permis de mettre au service d'une cause, même bonne, des moyens intrinsèquement « mauvais ».

Cette prise de position, qualifiée de solennelle, est à double tranchant. La cause dite bonne avec une certaine restriction est-elle celle que défend l'armée, ou bien celle du FLN ? Les moyens intrinsèquement mauvais sont-ils ceux des officiers parachutistes et chrétiens. Alors, que les Princes de l'Eglise éclairent nos consciences et cessent de jouer entre la chèvre et le chou !

L'affaire se corse fin mars. François Mauriac s'insurge dans l'Express contre les prises de position du RP Delarue, aumônier de la 10^e DP. Il s'associe à une motion contre la torture, portant le paraphe de trois centaines de personnages qui se considèrent comme les éminents représentants de la pensée française.

Le général Paris de la Bollardière qui a quitté son commandement, avait écrit à Servan-Schreiber une lettre attestant que les témoignages de J.-J. S.-S. publiés dans l'Express ne sont pas de nature à porter préjudice à l'armée. Menacé de poursuites et fort des précédents de Robert Barrat et d'André Mandouze, J.-J. S.-S. sait bien qu'il ne risque pas de croupir dans une prison comme Barberot le prétend. Il fait état du témoignage de « Bollo » à qui Max Lejeune, pour le principe, inflige soixante « gors » sans que le général en pâtisse trop !

Après le suicide douteux d'Ali Boumendjel, frère d'un avocat connu, A Paris les éclats se multiplient. Tous le monde s'en mêle. Les chercheurs s'agitent et fondent une commission. Trois cent cinquante-sept personnalités du monde de la culture, de l'enseignement et des mouvements de jeunesse signent une lettre de protestation contre la torture. Le gouvernement et le parlement s'émeuvent. Le général Salan est convoqué à Paris le 21 mars par Bourguès-Maunoury qui le reçoit en présence de Lacoste, de Max Lejeune et du directeur de la Justice militaire. Bourguès lui demande de veiller pour que cessent les « brutalités et les larcins ». Le Mandarin rétorque que

l'armée ne fait que parer à la carence des forces de gendarmerie et de police et qu'elle est tout à fait disposée à se cantonner dans son rôle traditionnel. Mais Bourguès ne l'entend pas ainsi. Que l'armée continue, mais sans donner prise à critique. C'est bien facile à dire.








Le même jour, l'Assemblée nationale délibère du sujet. Les communistes et le MRP s'en donnent à cœur joie. Seuls Georges Bidault et Jacques Soustelle font front...

Moi et beaucoup de mes camarades, sans en faire un plat parce que nos consciences valent bien celles de nos censeurs, nous sommes écoeurés de découvrir que la Front dispose de tant de compagnons de route qui jugent sans appel sur de faux témoignages, au nom de principes qui pour nous sont des réalités et non pas des tremplins. Depuis janvier, nous sommes à Alger, non pas pas comptables d'un ordre public complètement dépassé, mais responsables de milliers de vies humaines menacées par un poignée de dévoyés sanguinaires.

Alors à quoi bon poursuivre une mission détestable si elle ne s'identifie pas avec l'intérêt national ? Foin de galons, d'étoiles et de bananes ! Toutes ces breloques ne peuvent que sanctionner une victoire. Elle sont sans le moindre intérêt quand il s'agit de composer. »

ANNEXE 2

BILAN DE LA CONTRE INSURRECTION EN MALAISIE

Dates	Juin 1948 – 12 juillet 1960	
Résultat	<ul style="list-style-type: none"> - Défaite de la guérilla communiste - Etablissement d'une Fédération de Malaisie indépendante 	
Forces en présence		
 Royaume Uni  Australie  Nouvelle Zélande Colonies britanniques :  Fédération de Malaisie  Rhodésie  Fidji	 Parti Communiste Malais	
Effectifs		
250 000 troupes de la garde nationale malaise 40 000 troupes régulières du Commonwealth 37 000 Special Constables 24 000 policiers fédéraux	Jusqu'à 8 000 ALNM (maximum en 1951) Jusqu'à 150 000 Min Yuen* (30 000 à 40 000 plus probable)	
Pertes		
Tués: 1,346 troupes Malaisiennes 519 militaires britanniques Blessés: 2,406 personnels malaisiens et britanniques Civils : 2,478 tués 810 disparus	tués: 6,710 blessés: 1,289 capturés: 1,287 déserteurs: 2,702	

(*) les Min Yuen sont les éléments de soutien de l'insurrection

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français

- BAUD Jacques, *La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, Paris, Editions du Rocher, 2003.
- CHALIAND Gérard, *Terrorismes et guérillas*, Paris, Flammarion, 1985.
- CHALIAND Gérard, *Stratégies de la guérilla*, Paris, Payot, 1994
- DUSO-BAUDUIN Stephen, *Le terrorisme : la pieuvre et le caméléon*, Cahiers de la recherche doctrinale, DREX, 2004.
- FRANCAERT Loup, *Livre gris sur la sécurité et la défense*, Paris, Economica, 2006.
- LE GUEN Adèle, *L'emploi des forces terrestres dans les missions de stabilisation en Algérie*, Cahier de la recherche doctrinale, DREX, 2006.
- *Les armées du chaos*, Cahiers de la recherche doctrinale, DREX, 2004.
- LE MIRE Henri, *Histoire militaire de la guerre d'Algérie*, Paris ; Editions Albin Michel, 1982.
- Général VERAT (dir.), *La guerre après la guerre*, numéro spécial Doctrine, 2005.

Ouvrages en anglais

- CARR Caleb, *The lessons of terror*, New York; Random House Trade Paperback, 2003.
- PETERS Ralph, *Fighting for the future – will America triumph ?*, Stackpole books, Ritter Road, 1999.

Articles de revues en Français

- BRYON-PORTET Céline, « Quelle place pour les forces armées dans la lutte antiterroriste ? », *Défense & Sécurité Internationale*, septembre 2006, n°18.
- Général FAST, « Le retour d'expérience renseignement : capitalisation de l'expérience pratique tirée des opérations Iraqi Freedom et Enduring Freedom », *Doctrine*, juin 2006, N°9.
- Général FLEURY, « Terrorisme et renseignement terrestre », *Doctrine*, juin 2006, N°9.

Sites Internet en Français

- <http://www.checkpoint-online.ch/CheckPoint/Direct/Dir0038-USArmyAdaptation.html>.

Sites Internet en Anglais

- <http://armsandinfluence.typepad.com/armsandinfluence/counterterrorism/index.html>.
- <http://ehistory.osu.edu/vietnam/essays/insurgency/0006.cfm>
- <http://www.encyclopedia.com/doc/1G1-142385701.html>
- <http://www.qando.net/details.aspx?Entry=3761>
- http://www.rand.org/pubs/research_briefs/RB9134/index1.html
- <http://www.rand.org/publications/randreview/issues/spring2006/rebuild.html>

- <http://britains-smallwars.com/malaya/index.html>
- http://www.strath.ac.uk/Departments/History/m_williams/p11.doc

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE : EXEMPLES DE CONFLITS IMPLIQUANT DES ACTIONS TERRORISTES	2
1.1. Cas de la guerre d'Algérie	2
1.1.1. les batailles d'Alger.....	2
1.1.2. les forces armées dans l'administration des populations.....	5
1.2. Cas de la Malaisie 1948-1960	7
1.2.1. Origines du conflit.....	7
1.2.2. constitution de villages protégés	8
1.2.3. Satisfactions des revendications de la population	9
1.2.4. Limites de l'exemple malaisien.....	11
1.3. Cas du conflit Irakien	12
1.3.1. Dissolution des outils de maintien de l'ordre de l'ancien régime	12
1.3.2. compréhension du problème	14
1.3.3. Difficulté de formation des forces de sécurité irakiennes	20
SECONDE PARTIE : ENSEIGNEMENTS DE CES CONFLITS	23
2.1. Le renseignement	23
2.1.1. Cibler les groupes terroristes.....	23
2.1.2. Limites des capteurs techniques	25
2.1.3. Organisation et méthodes du renseignement militaire	26
2.2. Les règles de comportement	27
2.2.1. Importance de la préservation de la population civile.....	27
2.2.2. Le choix des moyens d'action.....	28
2.2.3. Importance de la pression médiatique.....	29
2.3. Assurer les moyens de subsistance de la population	30
2.3.1. Moyens économiques.....	30
2.3.2. Maintenir un niveau de sécurité minimum.....	30
CONCLUSION	32
ANNEXE 1	33
ANNEXE 2	36